

**Annexe à l'Arrêté ministériel n° 2503
CAB.MIN/MINES/01/07 du 05 février 2007
portant procédure d'évaluation, d'expertise et
de certification de substances minérales**

**I. LISTE DES SUBSTANCES MINÉRALES
PRÉCIEUSES ET SEMI-PRÉCIEUSES**

A. Pierres et minéraux précieux

Les substances constituées d'un ou de plusieurs éléments chimiques et possédant des propriétés particulières leur conférant une valeur marchande élevée. Il s'agit de :

- Diamant
- Émeraude
- Rubis
- Saphir
- Chrysobéryl
- Topaze

B. Métaux précieux

Des métaux possédant des propriétés particulières qui leur confèrent une valeur marchande élevée. En particulier, les métaux de la mine du platine :

- Platine
- Palladium
- Iridium
- Rhodium
- Ruthénium
- auxquels s'ajoutent:
- Argent
- Or

II. SUBSTANCES MINÉRALES SEMI-PRÉCIEUSES

A. Pierres et minéraux semi-précieux

Les substances constituées d'un ou de plusieurs éléments chimiques et possédant des propriétés particulières leur conférant une valeur marchande élevée. Il s'agit notamment de :

- Agate
- Améthyste
- Aventurine
- Béryl
- Calcédoine
- Citrine
- Corindons (autres que rubis et saphir)
- Disthène
- Fluorine
- Grenats
- Hématite
- Jade
- Jaspe
- Lapis lazuli
- Pierre de lune
- Obsidien
- Onyx
- Quartz
- Œil de tigre
- Tourmaline
- Turquoise
- Unakite
- Zircon

B. Métaux semi-précieux, autres substances minérales de production artisanales et associées

- Indium 5 6
- Germanium
- Rhénium
- Vanadium
- Cassitérite
- Columbo-tantalite
- Hétérogénites
- Malachite
- Pyrochlore
- Wolframite

N.B. La présente liste n'est pas exhaustive. Elle est soumise à l'évolution de la technologie.

~~~~~

**Décision n° 005/CVDMC/2007**

*La Commission de Validation des Droits Miniers et de Carrières, en sigle CVDMC, ci-après dénommée « COMMISSION »,*

Vu la requête de la société AMNERCOSA Exploration Congo Sprl, tendant à récupérer les Zones exclusives de recherche (ZER) numéros XXIX/KL et XXX/KL, réclamées par la société African Minerals itd (Barbados),

**I. Quant aux faits**

Attendu que conformément à la loi n° 81/013 du 2 avril 1981, la société AMNERCOSA Exploration Congo Sprl a formulé en date du 28 novembre 1996 une demande de cinq (5) zones exclusives de recherche couvrant une superficie de 18'528 Km<sup>2</sup> situées dans la Province du Katanga, territoire de Kambove, concession de Luputa. Ces zones sont identifiées comme suit :

1. La ZER n° XXIX/KL
2. La ZER n° XXX/KL
3. La ZER de ½ de la ZER n° XXXIII/KL et XXXIV/KL
4. La ZER de +/- 1/3 de la ZER n° XXXIII/KL
5. La ZER de la ½ de la ZER n° XXXI/KL, les ¾ de la ZER n° XXXII/KL et 1/6 de la ZER n° XXXIII/KL

Attendu qu'à la suite de cette demande et sur invitation de l'autorité compétente portant n° 1245/CAB.VPM/I/GN du 5 décembre 1996, la requérante a présenté un projet de convention minière qui fut examiné par une commission interministérielle en mars 1997 et transmis pour signature à la Présidence de la République par le premier

Ministre de l'époque ;

Que, dès le mois de mai 1997, s'est instauré un régime juridique d'accord préliminaires pour l'octroi des zones de recherche par l'Etat Congolais ;

Que, dans ce cadre, African Minerals itd (Barbados) procéda en date du 2 décembre 1997, à la signature d'un accord préliminaire pour obtention de la concession de Lufira couvrant cinq zones de recherche d'une superficie de 19'263,63 Km2 identifiées comme suit : ZER n° I/KT, II/KT, VII/KT, VIII/KT ;

Attendu que, de son côté, AMNERCOSA reçut, en juillet 1997, du Ministre des mines, la confirmation de la demande initiale susmentionnée et l'invitation à procéder à la signature de l'accord préliminaire ;

Que, cependant, lors de cette signature, la requérante se vit amputée les ZER XXIX/KL et XXX/KL, au profit de African Minerals Corporation, ce, en dépit de la lettre 0593/CABMINES/KKM/MMN/97 du 24 juillet 1997 confirmant la titularité des droits d'AMNERCOSA sur ces ZER ;

Attendu qu'en 1998, la procédure de l'accord préliminaire fut supprimée et African Minerals Ltd présenta un projet de convention minière portant sur 9 ZER, y compris celles querellées (XXIX/KL), mais demanda par la suite la suspension de l'examen dudit projet pourtant en cours d'instance par des experts du Gouvernement ;

Attendu que par sa lettre du 12 mars 1999 le Ministre des Mines, reconnut le bien – fondé de la requête d'AMNERCOSA et l'invita à soumettre à nouveau sa convention minière pour approbation ;

Que, le 24 octobre 2000, le cabinet du Président de la République demanda et obtint d'AMNERCOSA des clarifications sur le statut des ZER n° XXX/KL ;

Que, nonobstant ces clarifications, le cabinet du Président de la République n'a pas soumis la convention de la requérante à la signature du Chef de l'Etat en raison du litige apparaissant entre AMNERCOSA et African Minerals itd (Barbados), le dossier fut dès lors renvoyé au Ministère des Mines ;

Attendu que le 23 février 2001, devant la Commission interministérielle, African Minerals Ltd (Barbados) présenta son projet de convention conformément à la note circulaire n° CAB/PR/DGA/228/FM/BFG/99 du 20 avril 1999, lequel dossier ne contenait que des documents photocopiés et dépourvus de numéros de registre du commerce et d'identification nationale ;

Attendu que, en date du 25 juillet 2001, la Commission interministérielle reconnut à AMNERCOSA le droit de « premier venu premier servi » conformément à sa convention minière de 1996 ;

Que, sur base de cette reconnaissance, le Ministre des Mines notifia également, à la même date (25 juillet 2001), à African Minerals itd (Barbados) le principe de priorité de l'instruction ;

Attendu que le cabinet du Président de la République prit acte, en date du 31 juillet 2001 conclusions de la commission susmentionnée et constata que le litige était vidé et qu'il n'y avait plus dès lors aucun obstacle juridique à l'approbation du projet de convention de AMNERCOSA ;

Attendu qu'entre temps, une réforme de la politique minière ayant vu le jour, début 2002, le Gouvernement décida de ne plus signer de convention minière et de soumettre tous les projets de conventions aux dispositions du nouveau Code minier, avec le bénéfice du traitement prioritaire pour les demandes de permis de recherche ;

Qu'à la promulgation du Code minier le 11 juillet 2002, ni African Minerals ni AMNERCOSA n'étaient titulaires des droits miniers ou de carrières, encore moins des ZER querellées ;

Qu'à l'ouverture du guichet du Cadastre minier (CAMI), AMNERCOSA Sprl reformula sa demande de permis de recherche en date 18 juin 2003, y compris les ZEE XXIX/KL et XXX/KL, tandis que, de son côté, African Minerals Ltd le fit le 25 juin 2003 ;

Attendu que c'est à la date du 28 octobre 2003 que le CAMI informa AMNERCOSA des réclamations de African Minerals Ltd sur les mêmes ZER, dans le sens de l'arrêté ministériel n° 001/CAB/MINES HYDRO/01/2003 du 5 janvier 2003 portant publication des listes des droits miniers et de carrières en vigueur confirmés, renoncés ou réclamés et que par conséquent le dossier devrait être soumis à la Commission de validation pour règlement conformément à l'article 337 du Code minier ;

Mais attendu paradoxalement que, le CAMI revint sur sa décision et reconnut à African Minerals Ltd, par sa lettre du 23 novembre 2004, le bénéfice du principe du premier venu, autrement dit la priorité sur les deux ZER querellées sans en avoir informé AMNERCOSA ;

Attendu, bien plus, que CAMI soutient dans son avis cadastral du 2 septembre 2003 que, AFRICAN Minerals avait reformulé sa demande le 19 mai 2003 alors qu'en réalité, cette date correspond à celle à laquelle cette société avait simplement rempli sa demande qui fût déposée le 25 juin au guichet du CAMI.

Que, réagissant à cette situation, AMNERCOSA Exploration Congo Sprl, adressa au CAMI une lettre de protestation en date du 17 décembre 2004 avec copie aux autorités compétentes ;

Attendu que c'est bien plus tard seulement, soit le 19 avril 2005, qu'AMNERCOSA Exploration Congo Sprl a reçu du CAMI les notifications des

avis cadastraux défavorables signés le 18 mars 2005 ;

Attendu qu'indépendamment des faits à l'origine du litige opposant les parties, une lecture attentive des pièces mises à la disposition de la Commission de validation des Droits miniers et de Carrières révèle l'existence des contradictions entre l'original de l'accord préliminaire d'African Minerals découvert par la diligence de la Commission et la photocopie du prétendu accord préliminaire contenu dans le fascicule du dossier de cette société présenté par le CAMI à la dite Commission ;

Que la teneur de l'original diffère de celle de la photocopie en ce que, notamment :

- Sur la superficie : l'article 4 contenu dans l'un des documents prévoit 9 ZER, soit 31'185,051 Km<sup>2</sup> dans la ZER de Lufupa tandis que dans l'autre document, le même article 4 indique 5 ZER pour une superficie de 19'263,63 Km<sup>2</sup> dans la ZER de Lufira ;
- Le marquage des timbres ainsi que les signatures ne sont pas identiques dans l'un et l'autre document ;
- Le point 2.b de l'un des documents a un contenu différent de celui du point 2.b de l'autre document ;
- Les caractères typographiques présentent des différences si notables qui font croire à l'existence des deux documents distincts alors qu'il devrait s'agir de la photocopie d'un seul et même document.

## II. En droit

Attendu que conformément à l'article 12 du Code minier, le CAMI, en dépit du pouvoir de gestion des domaines qui lui est reconnu, n'a pas celui de trancher les litiges lequel est dévolu exclusivement à la

CVDMC en vertu de l'article 338 du Code minier.

Qu'un avis du CAMI ne peut dès lors remplacer ou annuler un autre qu'après examen du contentieux par la Commission de validation des Droits miniers et de Carrières ;

Qu'en l'occurrence, l'avis cadastral du 18 mars 2005 émis par le CAMI ne pouvait remplacer celui du 10 septembre 2003, lequel renvoyait devant la CVDMC le litige opposant les parties en cause ;

Qu'en se prononçant dans un litige qui sort de sa compétence, le CAMI a usurpé les prérogatives de la CVDMC ;

Attendu que selon le CAMI, les demandes des permis de recherche de African Minerals Ltd (Barbados), portant les numéros 357, 355, 358, 354, 353, 532, 351, 345, 346, 349, 347 et 348 seraient antérieures à celles de AMNERCOSA Exploration Sprl, portant les numéros 140, 141, 142, 161, 162, 163, 167, 168, 169 et 170 ;

Que, vu le caractère progressif de la numérotation alphanumérique observée dans l'octroi des titres dans l'ordre des demandes, la

Commission de validation de Droits miniers et de Carrière rejette cette assertion ;

Qu'il ne peut, en effet, échapper à un observateur moyen qu'une inversion de l'ordre de priorité a été opérée par le CAMI en faveur de African Minerals Ltd (Barbados) car les demandes de cette dernière, comprises dans la série des 300 sont postérieures à celles de AMNERCOSA Exploration Congo Sprl numérotées entre 140 et 170 ;

Qu'une telle inversion, qui consacre l'arbitraire, viole le principe « premier venu, premier servi » inscrit dans l'article 34, alinéa 1er du Code minier et dans l'article 96, alinéa 1er, litera b du Règlement minier ;

Attendu que l'instruction du dossier fait apparaître un regrettable manque de transparence ainsi que nombre de violations des règles de fond et de procédure (notamment le principe de priorité dans le temps, l'obligation d'affichage, l'omission de notifier empêchant ainsi l'autre partie au litige de pouvoir exercer ses droits, en particulier celui d'être entendu ;

Vu les documents pertinents présentés devant la Commission de validation à savoir :

L'accord préliminaire, l'Arrêté ministériel d'octroi des droits, la Convention minière examinée par la Commission interministérielle conformément à la Loi minière de 1981 ainsi que le changement de législation intervenu, la CVDMC constate que les droits accordés à AMNERCOSA Exploration Congo Sprl sont antérieurs à ceux d'African Minerals Ltd (Barbados) nonobstant les allégations du CAMI à ce sujet ;

Vu le Code minier en ses articles 337 et 338 ;

Vu l'antériorité de la demande formulée par AMNERCOSA Exploration Congo Sprl le 28 novembre 1996 par rapport à celle d'African Minerals du mois de septembre 1997, la Commission de validation constate que cette dernière société ne saurait en aucun cas avoir priorité quant à ces droits sur ceux d'AMNERCOSA Exploration Congo nonobstant les allégations de CAMI à ce sujet ;

Qu'enfin, à supposer que African Minerals Ltd (Barbados) eût joui de l'antériorité et de la priorité d'instruction de sa demande, elle aurait en tout état de cause été rattrapée par le faux dont sont entachés les documents qu'elle a présentés ( voir § 14 ci-dessus, relatif à l'exposé des faits) ;

Qu'invitée à deux reprises par lettre n° 12/CVDMC/03/2007 et n° 13/CVDMC/03/2007 de la Commission de validation à produire l'original du document en cause, la société African Minerals Ltd (Barbados) n'a pas daigné répondre, confirmant par là implicitement sa connaissance des faux constatés par la susdite Commission ;

Que même à la date du 13 avril 2007 proposée par elle – même par sa lettre n° AMBL/MM/0328/01/2007 et à laquelle elle a comparu devant la Commission de validation, cette

société n'a pas produit les documents qui lui ont été réclamés ;

Que l'attitude de cette société permet de douter sérieusement de la crédibilité de l'ensemble des allégations faites par ses organes ;

Que par ailleurs, son gérant a déclaré devant la Commission qui l'a entendu à la séance du 13 avril 2007, qu'il n'existe aucun litige sur les Droits miniers de sa société.

Par ces motifs

La Commission de validation des Droits miniers et de Carrières (CVDMC),

Vu le Code minier, spécialement son article 338 portant création de la Commission ;

Vu le Règlement minier, spécialement son article 590, alinéa 4 ;

Vu la mission dévolue à la CVDMC par le Code minier, spécialement en ses articles 337 alinéa 4 et 338, alinéa 1er ;

Vu les articles 34, 40 littéra b du Code minier, les articles 96 littéra b, 104 et 105 du Règlement minier ;

Vu le Décret n° 048-C/2003 du 30 mars 2003 portant organisation et fonctionnement de la Commission ;

Vu les Décrets n° 05/092 et 05/ 093 du 14 septembre 2005 portant respectivement nomination des membres de la Commission de validation et ceux de son bureau ;

Vu le Règlement intérieur de la Commission adopté par son assemblée plénière du 20 septembre 2005 ;

Vu les documents des parties versés aux dossiers ;

Vu la présomption de faux et d'usage de faux retenue à charge de African Minerals Itd (Barbados),

Vu les procès-verbaux des délibérations de l'Assemblée plénière de la Commission, en dates du mardi 03 avril et du vendredi 13 avril 2007 ;

~~~~~